

Comment défendre la laïcité, les services publics et l'Etat-Nation lors d'une campagne européenne ?

Quotidiennement, depuis 3 mois, et encore ce dimanche matin, devant le parc de la Tête d'Or à Lyon, les Françaises et les Français discutent volontiers, s'étonnent de ne pas avoir plus d'informations, nous demandent nos tracts en passant à vélo et nous proposent même d'en distribuer dans leur immeuble ! Mais le chœur officiel explique que les citoyens se désintéresseraient de l'avenir et de celui de leurs enfants.

Après avoir fait voter par les parlementaires UMP, PS, Modem et Verts le Traité de Lisbonne, copié/collé du Traité constitutionnel refusé par le peuple Français, lors du référendum, de peur de l'expression populaire, le pouvoir médiatico-politique affirme que les élections européennes n'intéressent pas nos compatriotes. Ils justifieront ainsi l'abstention record qu'il espère. Ils n'osent pas encore enlever le droit de vote aux Français, mais espèrent convaincre un grand nombre de personnes qu'il est inutile d'aller voter.

Pour être plus sûr de décourager les Français, ils ont commencé par faire organiser par des officines amies des réunions où ne sont invités que les « 4 grands partis ». Ce qui organise le déséquilibre, au mépris du code électoral.

Si l'on proteste contre une situation qui rappelle les candidatures officielles du second Empire ou les régimes « bananiers », voici quelques réponses stupides : « manque de siège (!) » à l'Université Lyon III, décision arbitraire de l'Association française du conseil des communes et régions d'Europe à Draguignan ou incapacité de mener un débat avec plus de 4 candidats pour l'Union Européenne Fédéraliste qui a

organisé une « audition citoyenne » à la mairie du 3^e arrondissement de Lyon ! Les fédéralistes sont pour une Europe à 27, voire à plus, mais ne peuvent pas organiser un débat avec plus de 4 candidats. C'est plutôt croustillant, mais surtout insolent et indécent. Et les associations organisatrices sont toutes nourries de subventions publiques, notamment de la Commission Européennes dont le clientélisme et l'immixtion dans les vies politiques nationales sont sans vergogne et –à nos frais- sans limites financières.

Au fond, ce consensus est assez logique. Résumons : le parlement Européen n'est pas encore réélu. M. Barroso, conservateur (PPE), également PPDC (plus petit dénominateur commun) est déjà pré-désigné -disons désigné- par accord avec le PSE. On voit mal d'ailleurs pourquoi le PS, présent au FMI par Dominique Strauss-Kahn et à l'OMC par Pascal Lamy, tordrait le nez devant Barroso. Quelques miettes au Modem qui peut invoquer la démocratie chrétienne et MM. Monnet et Schuman comme ancêtres fondateurs. Quelques années de rente pour Daniel Cohn Bendit, inusable révolutionnaire de papier, rémunéré en permanent durable. Voilà comment on forme un consensus !

Lorsque les débats sont organisés par des associations qui invitent tous les candidats, l'UMP refuse de participer. Ainsi la semaine dernière dans les Bouches-du-Rhône, lors d'un débat organisé par une association qui avait demandé à Etienne Chouart, informateur précis lors du référendum, d'être le modérateur ou la semaine prochaine, pour un débat organisé par ATTAC Drôme.

Ils refusent donc de débattre avec ceux qui proposent des solutions pour une Europe différente, qui permettraient d'agir mieux et plus fortement pour protéger nos droits fondamentaux en tant que citoyens, notre santé alimentaire, notre environnement, nos emplois et nos industries des lobbies malfaisants mondialisés.